

# Document

## Articles de presse de janvier 2011

### Table des matières

#### France

##### Economie

- Microfinance ou comment s'enrichir sur la misère du monde. (titre du site). (01.01)
- 40 milliards d'euros de dividendes pour les entreprises du CAC 40 (08.01)

#### International

##### Economie

- L'Inde va consacrer 1000 milliards de dollars entre 2012 et 2017 à ses infrastructures. (titre du site). (04.01)
- Les émergents vont bousculer l'ordre économique, selon une étude. (11.01)
- Comment on achète de la dette publique. (13.01)
- Un parlementaire chinois évoque une dette massive "cachée". (15.01)

**Un article du Figaro.fr du 29 décembre :**

**Microfinance ou comment s'enrichir sur la misère du monde. (titre du site). (01.01)**

(Titre du Figaro.fr : *L'économie sociale se renouvelle*, une vieille idée réactionnaire en fait ! Plus cynique : impossible !)

Combattre la pauvreté autrement que par le don, le microcrédit s'y attelle depuis plus de trente ans. Les institutions de microfinance (IMF) accordent des services financiers, principalement des prêts de taille réduite mais également l'épargne ou l'assurance, aux exclus du système bancaire formel. Les microentrepreneurs ont ainsi les moyens de créer leur propre entreprise, d'améliorer leurs conditions de vie et peut-être de créer des emplois. Mais l'année qui vient de s'écouler a été celle de toutes les difficultés pour ce modèle dont bénéficient 150 millions de microentrepreneurs dans le monde.

En 2010, le secteur de la microfinance a, en effet, été affecté, à retardement, par la crise économique mondiale. Jacques Attali, président de PlaNet Finance, première institution de microfinance en Europe, et Maria Nowak, fondatrice et présidente de l'Association pour le Droit à l'Initiative Economique (ADIE), association créée en 1989 et pionnière du microcrédit en France, soulignent que la crise a entraîné une baisse du pouvoir d'achat, dont les microentrepreneurs ont pâti. Avec l'augmentation du surendettement, les taux de remboursement ont baissé et l'Adie a enregistré une baisse du nombre de prêts pour la première fois de son existence.

La crise n'a pas été la seule en cause dans les récentes difficultés du secteur. 2010 a également été l'année où les dysfonctionnements de la microfinance ont éclaté au grand jour. Depuis l'été, le secteur traverse une crise sans précédent sur son marché le plus dynamique, l'Inde. Dans ce pays qui compterait 70 à 80 millions de microentrepreneurs, le secteur fait figure de nouvelle manne financière. Certaines IMF se sont transformées en fonds d'investissement à but très lucratif. Désireuses d'améliorer leur rentabilité pour attirer de nouveaux capitaux, elles ont multiplié les prêts à des emprunteurs insolvables puis exigé avec agressivité leurs remboursements. Contrairement à son principe fondamental, le microcrédit a ainsi fait office de crédit à la consommation ou a même servi... à rembourser de précédents prêts ! La spirale infernale amorcée, les suicides d'emprunteurs surendettés et harcelés par les IMF ont malheureusement fait les gros titres des journaux indiens.

Symbole de cette dérive vers la recherche du profit, SKS Microfinance, leader des IMF, s'est introduit en Bourse le 28 juillet 2010 pour lever quelque 350 millions de dollars (268 millions d'euros). Pour Muhammad Yunus, le père du microcrédit et prix Nobel de la paix 2006, cette introduction en Bourse «*a été une erreur fondamentale et un mauvais signal. Le microcrédit ne doit pas être présenté comme une opportunité pour gagner de l'argent. Il doit d'abord servir à créer de l'activité, à permettre aux plus démunis d'avoir un métier*».

L'Etat indien de l'Andhra Pradesh, qui a recensé à lui seul 85 suicides d'emprunteurs, a d'ores et déjà adopté un projet de loi visant à empêcher ces dérives et à limiter les forts taux d'intérêts.

La régulation est justement la clé selon Jacques Attali, qui reste confiant sur l'avenir du secteur en 2011.

En France, le secteur devrait par ailleurs connaître un renouveau. Une modification récente de la législation autorise en effet le microprêt entre particuliers, d'où un essor de sites de «peer-to-peer lending» comme Babyloan.org.

Mais l'économie sociale n'est plus l'apanage de ces seules institutions ou de l'Etat. Les grandes entreprises privées, qui cherchent à maximiser leurs profits, s'emparent à leur tour du sujet et se lancent, en partenariat avec d'autres acteurs, dans le «*social business*».

Comme le microcrédit, l'objectif est de lutter contre la pauvreté. Mais cette fois, on voit les choses en grand : les multinationales sont invitées à mettre à profit leur compétences et leur trésorerie pour mener à bien un projet précis. Premier exemple : en 2006, associé à la Grameen Bank de Muhammad Yunus, Danone a produit des yaourts vendus autour de 6 centimes d'euros dans des villages du Bangladesh. Depuis, le social business a investi d'autres secteurs: Grameen Phone, né d'une alliance avec le norvégien Telenor, est ainsi devenu le premier opérateur téléphonique du Bangladesh. De son côté, Veolia Environnement a noué un

partenariat avec la Grameen Bank dans le domaine de l'eau et Adidas s'est engagé à fabriquer des chaussures à bas prix pour les Bengalais.

Virginie Seghers, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, explique que le social business repose sur la connaissance de terrain. Elle souligne l'intérêt des multinationales à améliorer leur image et à se positionner sur des marchés qui représentent 4 milliards de futurs consommateurs.

La France a mis ce principe en application depuis peu. Pour Martin Hirsch, le secteur a connu un réel essor en France en 2010. L'ancien Haut-commissaire aux solidarités actives, qui co-préside la chaire « *Social Business / Entreprise et Pauvreté* » de HEC insiste sur la puissance et la responsabilité de ces grandes entreprises pour les convaincre de se lancer dans ces projets.

Martin Hirsch préside aujourd'hui avec Emmanuel Faber, numéro deux de Danone, un partenariat auquel s'est associé Schneider Electric et destiné à mener à bien des actions de social business en France.

Pour 2011, plusieurs projets seront expérimentés : la création de bons de réduction pour les produits d'alimentation infantiles tels que les petits pots et le lait maternisé, un partenariat avec Essilor pour diminuer le coût des lunettes et un autre avec SFR pour réduire le prix des petites consommations téléphoniques. Dans un an, Martin Hirsch espère mener une dizaine de projets.

Commentaires de deux internautes.

Le Social business c'est la courroie de transmission qui enchaîne et emprisonne les nouveaux esclaves, ceux de la pauvreté ! La pauvreté est un nouveau marché, un marché inépuisable, celui du rêve à s'en sortir ! et qu'est-ce qu'on ne ferait pas pour s'en sortir ! Ne les écoutez pas ces propagandistes qui s'en mettent plein les poches sur la misère du Monde ... Réveillez vous : Bientôt ce sera vous !

Tandis que Mr Attali se déplace pour organiser des conférences et rencontrer des grand banquiers Hindous fortunés qui prospèrent sur le marché "inépuisable" de la pauvreté [pour reprendre le terme exact d'un directeur de Banque - reportage vu cette année] le nombre d'orphelins est à la hausse en Inde depuis que des parents écrasés par des micro-crédits mettent fin à leurs jours... Bel esprit de solidarité Bonne continuation Mr Attali, je vois que tout va bien pour vous !

Commentaire : Business ou social : il faut choisir ! Business social, un oxymore qui pue l'arnaque à plein nez.

## Un article du Figaro.fr du 3 janvier :

### **L'Inde va consacrer 1000 milliards de dollars entre 2012 et 2017 à ses infrastructures. (titre du site). (04.01)**

(Titre du Figaro : *Un manque d'infrastructures freine la croissance indienne*)

Plus convoitée que jamais, avec une croissance du PIB estimée entre 8,4 % et 9,1 % cette année, l'Inde doit faire face à deux problèmes. L'inflation, d'abord, galope à plus de 8,9 %, soit deux fois plus que ce que la Banque centrale avait prévu, et ce malgré six relèvements des taux d'intérêt au cours de 2010. Les prix des denrées alimentaires, en particulier, explosent, en hausse de près de 20 %.

Le niveau des infrastructures, ensuite, ne correspond pas du tout à la croissance du pays. Les autorités, qui prévoyaient d'y investir 500 milliards de dollars dans le cadre du XIe plan quinquennal (2007-2012) veulent passer à 1 000 milliards de dollars pour les cinq années suivantes. Or il va falloir les financer.

Les banques indiennes n'y suffisent pas. Les sociétés de capital-risque non plus. Le pays a besoin des grands bailleurs de fonds internationaux. Entre septembre 2009 et août 2010, la Banque asiatique de développement a octroyé à l'Inde 1,1 milliard d'euros pour des projets dans les secteurs de l'énergie, des routes et de l'eau. Et dans le même temps la Banque mondiale a débloqué pas moins de 3,5 milliards d'euros.

#### Échanges avec la Chine

En décembre 2010, cette dernière vient encore de lui accorder un prêt de 1,5 milliard de dollars pour son réseau routier dans les zones rurales. Ce qui n'empêche pas les Nations unies d'estimer que ce pays reste « parmi les cinq destinations les plus attractives pour les investisseurs internationaux ». Dans un entretien au Figaro, le ministre des Transports, Kamal Nath, en appelle aux investissements et au savoir-faire français.

Pour l'Inde, dont la production industrielle a encore bondi de 10,8 % en octobre, les infrastructures sont la clé du développement et des investissements étrangers. La Chine veut faire passer ses échanges commerciaux de 60 milliards de dollars cette année à 100 milliards en 2015. Son autre grand voisin, la Russie, lorgne le marché de la défense pour lequel l'Inde devrait dépenser 112 milliards de dollars d'ici à 2016. Moscou s'intéresse aussi au nucléaire, pour lequel New Delhi vise une capacité de production de 63 000 mégawatts en 2032. Industrie dans laquelle la France pousse également ses pions. Areva doit signer cette année la construction de deux réacteurs EPR pour une valeur de 7 milliards d'euros.

#### Commentaire.

Quand on vit sur place depuis près de 20 ans, le plus frappant et le plus insupportable ce sont les conséquences sur la qualité de vie et les rapports au sein de la population consiste qu'a entraîné le développement économique fulgurant et anarchique des deux dernières décennies, car il ne s'est pas accompagné d'une élévation du niveau de connaissances et de conscience de la population.

Au point d'envisager sérieusement de quitter ce pays, si c'était si facile je l'aurais déjà fait depuis longtemps, car tous les matins en me levant j'ai envie de prendre mes jambes à mon cou et de m'enfuir de ce pays !

Hier encore, c'était les formidables inégalités et l'extrême pauvreté qui rendaient ce pays invivables, aujourd'hui c'est paradoxalement l'élévation du niveau de vie et donc de la consommation d'une grande partie de la population qui le rend encore plus invivable, je ne sais pas si je me fais bien comprendre ici. Je vais prendre deux exemples pour illustrer mon propos.

Au début des années 90, quand vous alliez faire vos courses vous deviez emmener votre sac à provision, on emballait vos marchandises dans du papier journal biodégradable, il n'était pas nécessaire d'attendre les premières pluies pour qu'il disparaisse puisqu'il servait à allumer le feu de bois qui servait à la cuisson des aliments. Depuis le feu de bois a largement été remplacé par le kérozène ou le gaz pour faire la cuisine et le sac plastique a remplacé la feuille de journal. Sauf que le sac plastique ne disparaît pas tout seul du jour au lendemain. Hier pour grignoter on achetait des cacahouètes ou des lentilles grillées enveloppées dans du

papier journal, aujourd'hui on achète des chips dans des emballages en plastique, idem pour le lait qui était livré à domicile et versé dans un récipient, aujourd'hui il figure sous forme de sachet en plastique d'un demi-litre, sur le bord de la route on buvait le thé dans des verres qui étaient plus ou moins bien rincés, aujourd'hui on vous sert le thé dans des gobelets en plastique que l'on jette ensuite, etc.

Et où finit tout ce plastique, ces centaines de milliards de sacs et emballages plastiques de toutes sortes, il faut leur ajouter les emballages en carton ou en verre ? Devinez, dans la rue, à chaque coin de rue, sur le bord des routes, à l'entrée des villages, sur les plages, dans les arbres, dans les jardins, dans l'estomac des vaches, absolument partout. Mieux, dans ce pays il n'existe pas de poubelles ou c'est rare, dans mon village ils sont tellement arriérés qu'ils ont refusé l'installation de poubelles publiques, même dans une ville comme Pondichéry la municipalité s'est résignée à retirer (rue Nehru) les rares poubelles qu'elles avaient commencé à installer parce que les miséreux les vidaient sur les trottoirs ou parce qu'elles n'étaient pas très esthétiques, ce qui faisait enrager les boutiquiers, résultat : c'est le trottoir et la chaussée qui servent de poubelle, apparemment c'est préférable ! Du coup, c'est le pays tout entier qui ressemble à une gigantesque poubelle, pour ne pas dire une décharge.

Les modes de consommation changent très rapidement, mais les consciences n'évoluent pas et l'écart entre les deux ne cesse de croître au point de rendre la vie insupportable dans ce pays.

La plupart des Indiens ont abandonné le vélo pour la mobylette ou la moto (100 ou 150cm<sup>3</sup>). En 1990 dans le village où j'habitais j'étais pratiquement le seul à avoir une moto, aujourd'hui 90% ou plus sont motorisés. Quand il n'y avait que des vélos sur les routes, vous tendiez votre bras au moment de tourner et vous coupiez la route sans même jeter un coup d'oeil devant, derrière, à droite ou à gauche, vous risquiez tout au plus de vous retrouver face à un char à boeuf qu'il était facile d'éviter, et bien en moto les Indiens se comportent de la même manière, avec la même insouciance, rendant la conduite extrêmement périlleuse et dangereuse, on ne compte plus les centaines de milliers de morts sur les routes tous les ans en Inde.

Pour conclure, pour échapper à la vue d'un sac plastique ou d'une décharge il faut diriger son regard vers le ciel, on évite de sortir aux heures d'affluence car là c'est quasiment infernal, le code de la route n'existe pas évidemment, quand il faut bien sortir pour faire des courses ou régler des formalités administratives, toute la famille prie pour qu'il ne vous arrive rien en chemin, je n'exagère rien, le reste du temps on évite tout déplacement inutile, on reste terré chez soi.

On évoque souvent la barbarie qui accompagne l'évolution du capitalisme sur le plan social, sur le plan du mode de vie et des rapports au sein de la population cette évolution est synonyme de dégénérescence aggravée, elle prend une forme hideuse, monstrueuse, inhumaine, dont les conséquences seront dans bien des cas irrémédiables, il n'est pas exagéré d'affirmer que c'est bien la survie de la civilisation humaine que le capitalisme hypothèque ou remet en cause à plus ou moins brève échéance maintenant, car c'est un cycle infernal qui va en s'accéléralant. Liquider le capitalisme est une nécessité urgente.

**Un article de 20minutes.fr du 7 janvier :**

**40 milliards d'euros de dividendes pour les entreprises du CAC 40 (08.01)**

Les actionnaires des entreprises du CAC 40 commencent bien l'année. Ils devraient recevoir 40 milliards d'euros de dividendes, selon le consensus des analystes FactSet, cité vendredi par le journal Les Echos. Un chiffre record en hausse de 13%.

Et ce montant devrait encore augmenter l'année prochaine pour atteindre 43 milliards d'euros.

Malgré la crise et le recul des bénéfices en 2009, ces sociétés avaient déjà continué à verser de généreux dividendes pour préserver leurs actionnaires, touchés par le recul boursier.

*«Alors que les entreprises ont reconstitué leurs cash» en 2010, «les politiques de distribution plus généreuses ont repris. En même temps, le contexte relativement morose et les incertitudes macroéconomiques incitent bon nombre d'entre elles à retourner de l'argent à leurs actionnaires (sous forme de dividendes ou de rachats d'actions) plutôt que d'investir massivement», précisent Les Echos.*

Les actionnaires les plus gâtés cette année seront ceux de France Télécom. Le rapport entre le dividende et le cours de l'action sera de 9%. Vivendi (+ 6,7 %) arrive à la deuxième place tandis que Total (5,98 %) et GDF Suez (5,98 %) complètent ce trio de tête.

Au final, 22 sociétés du CAC 40 vont augmenter leur dividende cette année et une seule le diminuer. Quatre entreprises devraient même *«repandre un versement: Natixis, EADS, ainsi que Renault et PSA»*, souligne Dionisio Luiz, analyste chez Markit, cité par le quotidien.

## Un article de Reuters du 10 janvier :

### Les émergents vont bousculer l'ordre économique, selon une étude. (11.01)

Le dynamisme des économies émergentes se traduira d'ici 2050 par un bouleversement de la hiérarchie mondiale qui devrait voir la Chine doubler les Etats-Unis, l'Inde dépasser le Japon et le Mexique devancer la France, selon une étude publiée par PricewaterhouseCoopers.

De grands pays comme la Chine, l'Inde, le Brésil et la Russie seront sans surprise les grands gagnants de ce basculement du pouvoir économique, mais celui-ci devrait aussi bénéficier à des pays qui n'ont pas encore l'habitude de faire la une de la presse économique, comme le Vietnam ou le Nigeria.

*"La crise s'est traduite par un coup d'arrêt au développement des pays développés et a mis en évidence le potentiel des pays émergents, qui ont beaucoup moins subi la crise et qui restent sur la même courbe de tendance",* explique Bernard Gainnier, associé responsable du développement du cabinet de conseil qui publie cette étude lundi.

En prenant comme référence le PIB à parité de pouvoir d'achat, un critère qui permet d'exclure les effets des variations des devises, l'étude prévoit que les sept principaux pays émergents (Chine, Inde, Brésil, Russie, Mexique, Indonésie et Turquie) dépasseront le G7 (Etats-Unis, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie et Canada) avant 2020.

Et même en se référant au PIB aux taux de change du marché, cette inversion de la hiérarchie, bien que plus lente, semble inexorable, puisque l'"E7" passera devant le G7 en 2032.

Cette même année 2032 devrait voir la Chine ravir aux Etats-Unis le titre de première économie mondiale, toujours sur la base du PIB aux taux de change du marché. Et sur la base du PIB à parité de pouvoir d'achat, ce changement de numéro un mondial s'effectuerait dès 2017, précise PwC. La Chine a annoncé l'été dernier s'être hissée au rang de deuxième économie mondiale, devant le Japon.

En 2050, le PIB de ces sept pays aujourd'hui émergents serait supérieur des deux tiers à celui du G7.

Parmi les autres échéances symboliques mises en avant par l'étude, aux taux de change du marché, l'Inde dépasserait le Japon en 2028, la Turquie doublerait le Canada en 2035, la Russie devancerait l'Allemagne en 2042 et le Mexique pèserait plus lourd que la France à partir de 2046.

L'économie française perdrait au final trois places au classement mondial d'ici 2050 et se verrait rétrogradée de la huitième à la onzième place. Notamment parce que sa croissance au cours des 40 ans à venir ne devrait pas dépasser 1,7% par an en moyenne, estime PwC, contre 5,9% pour la Chine, 8,1% pour l'Inde ou 8,8% pour le Vietnam.

L'Australie et l'Argentine pourraient se voir exclues du "Top 20" des économies mondiales d'ici 40 ans tandis que le Vietnam et le Nigeria, qui ne font pas partie du G20 aujourd'hui, peuvent espérer intégrer cette élite.

Les prévisions en matière de niveaux de PIB par habitant à parité de pouvoir d'achat montrent aussi un resserrement des écarts entre pays développés, et le maintien d'un retard important pour les grands pays émergents en dépit d'une forte croissance.

La richesse d'un Chinois représenterait ainsi 45% de celle d'un Américain en 2050, contre 14% en 2009, et celle d'un Indien 28% contre 7%. Mais ce sont les Russes qui se rapprocheraient le plus des Américains, avec un rapport qui passerait de 42% à 74%.

Une évolution dont les pays peuvent profiter, souligne Bernard Gainnier.

*"La France peut en profiter grâce ses capacités à délivrer de la technologie, du nucléaire ou des infrastructures, mais aussi en vendant des biens de plus grande qualité à ces pays où se développe une classe moyenne."*

Complément du Journal des Finances du 10 janvier.

A la source des mutations à venir ces quarante prochaines années: une démographie bouillonnante, alliée à une meilleure éducation et à une démocratisation des principaux pays émergents, énumèrent les économistes de HSBC.

Guerres militaires ou commerciales, retour du protectionnisme, épidémies...Les auteurs des études, chez HSBC et chez PwC, reconnaissent que leurs prédictions sont entourées d'incertitudes. Le plus grand défi ? L'équilibre écologique et l'exploitation de ressources de plus en plus rares. Dans ce contexte, *«l'économie du climat devrait jouer un rôle aussi important que celle du savoir durant le siècle passé»*, estiment les analystes de HSBC.

*«En 2050, le séisme économique n'en sera qu'à son commencement»*, avertissent également ces derniers. *«Bien qu'ayant été multiplié par sept en 40 ans, le niveau de vie d'un Chinois ne représentera que 32% de celui d'un Américain.»* Le potentiel de croissance restera encore substantiel.

**Un article de Slate.fr du 12 janvier :**

### **Comment on achète de la dette publique. (13.01)**

#### **La dette, ça se fabrique, ça se vend et ça s'achète.**

Mis sous pression par une dette et un déficit importants, le Portugal doit émettre, mercredi 11 janvier, pour 750 millions à 1,25 milliard d'euros de dette d'Etat. La semaine dernière, le quotidien espagnol *El País* révélait lui que la Chine se serait engagée à acheter pour 6 milliards d'euros de dette espagnole, alors que d'après *La Tribune*, elle détiendrait déjà plus de 7% des dettes publiques de la zone euro. Mais par quels circuits concrets circule cette dette? Comment l'achète-t-on, comment la vend-on, comment sait-on qui la détient? Eclairage à partir du cas hexagonal.

#### **Qui «fabrique» la dette française pour la vendre?**

Chaque année, l'Etat français crée de la dette pour couvrir le déficit budgétaire et assurer le «*service de la dette*», c'est-à-dire le paiement des intérêts et le remboursement du principal arrivant à échéance. La gestion de cette dette d'Etat (à laquelle vient s'ajouter celle des collectivités locales, de la Sécurité sociale et de divers organismes pour former la dette publique) est assurée par un organisme d'une quarantaine d'agents, l'Agence France Trésor, rattachée à Bercy. En 2011, elle est chargée par le gouvernement d'émettre 184 milliards d'euros de dette afin de couvrir le déficit budgétaire annoncé (un peu moins de 92 milliards d'euros) et les remboursements de dettes.

Pour cela, elle va procéder six à sept fois par mois, selon un calendrier fixé à l'avance, à des émissions de titres (de la dette «*neuve*») à échéances variables, allant de moins d'un an à cinquante ans. Par exemple, lors de sa dernière émission de dette, le 6 janvier, elle a placé pour 4,5 milliards de dette à dix ans, 3,4 milliards à quinze ans et 1,1 milliard à dix-huit ans.

#### **Comment achète-t-on cette dette?**

L'Agence France Trésor ne vend pas directement la dette aux clients «*finaux*» intéressés, qui seraient trop nombreux, mais à des «*grossistes*» en dette au sein des grandes banques d'investissement, les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT). On en compte vingt, dont bien sûr les grandes banques françaises mais aussi des grandes banques européennes et, de plus en plus, internationales, afin de toucher les clients étrangers: ces deux dernières années ont été intégrées au système les banques canadiennes Scotiabank et Royal Bank of Canada et la japonaise Nomura. Le même mécanisme existe dans d'autres pays, comme en Grèce, où BNP Paribas, la Société Générale ou la célèbre Goldman Sachs font office d'intermédiaires pour «*placer*» la dette.

Les SVT choisis par l'Agence France Trésor sont chargés de répercuter les demandes qu'ils reçoivent ou anticipent de leurs clients (assureurs, fonds communs de placement, investisseurs étrangers...). Une fois que l'AFT a annoncé vouloir placer un certain montant de dette, chaque SVT propose d'acheter un certain nombre d'obligations à un certain prix, et l'agence «*sert*» en priorité les offres les plus avantageuses pour elle —elle reçoit généralement plus de demandes (1,5 à 3 fois plus) que de dette à placer. Les SVT peuvent ensuite placer cette dette auprès de leurs clients.

#### **Comment la revend-on?**

S'il est possible d'acheter de la dette «*neuve*» lors de son émission, il est possible aussi d'acheter de la dette «*d'occasion*» ou de revendre celle qu'on détient sans attendre qu'elle arrive à échéance (la fin du prêt souscrit par la France). A la fin novembre 2010, 1.343 des 1.575 milliards d'euros de la dette publique française étaient ainsi dits «*négociables*», c'est-à-dire pouvant se racheter ou se revendre sur les marchés financiers.

Par exemple, sur Nyse Euronext, la plateforme boursière qui englobe notamment la Bourse de Paris, il est possible —y compris pour un particulier, en passant par une banque ou une société de Bourse agréée, même si dans les faits leur détention directe d'obligations est marginale— de racheter des titres de dette française (mais aussi italienne, portugaise, néerlandaise...) comme on achèterait des actions. Leur prix

fluctue au jour le jour en fonction de la situation du marché de la dette: ainsi, pour racheter une obligation émise en 1992 et arrivant à échéance en 2023, rapportant 8,5% par an (taux bien plus élevé que ceux pratiqués aujourd'hui), il faut la payer environ 50% plus cher que sa valeur réelle (si l'obligation valait 100 en 1992 et en vaudra 100 en 2023, vous la paierez aujourd'hui 150, mais elle rapportera toujours 8,5% par an).

Selon l'AFT, des dizaines de milliards d'euros de titres de dette française changent de mains tous les jours sur ce «*marché secondaire*». Le jeu quotidien d'offre et de demande autour de la dette négociable permet de calculer des taux «*actualisés*» des différentes obligations, ce qui sert à évaluer les tensions sur le marché de la dette d'Etat (notamment avec le taux des obligations à dix ans, souvent cité par les médias).

### **Entre achats et reventes, qui possède cette dette française au final?**

Selon les chiffres les plus récents de l'AFT, à la fin 2010, la dette d'Etat française était à environ 30% aux mains d'investisseurs français et à 70% aux mains d'investisseurs étrangers (les «non-résidents»), contre moins de 20% il y a quinze ans. Une situation qui n'inquiète pas officiellement l'agence, qui estime que cela permet de diversifier les acheteurs potentiels de dette (des économistes, eux, craignent que ces investisseurs étrangers ne soient les premiers à revendre leurs titres si la note de dette de la France est dégradée).

Au sein des «non-résidents», l'organisme distingue par ailleurs entre ceux de la zone euro (qui investissent dans la même monnaie que les Français, et avec des règles proches) et les extérieurs. «*En réalité, la dette française est détenue pour un tiers par des Français, pour un tiers par des investisseurs de la zone euro et pour un tiers par des investisseurs extérieurs à cette zone*», estimait fin septembre lors d'une audition à l'Assemblée nationale son directeur général, Philippe Mills, selon qui, par exemple, ces dernières années, les banques centrales asiatiques «*ont accru leur présence sur les titres d'État*». Ces «non-résidents» hors zone euro, l'AFT tente d'ailleurs régulièrement de les séduire lors de voyages de promotion de la dette française: en 2008 et 2009, des délégations se sont rendues à Abou Dhabi, en Arabie saoudite, au Qatar, en Chine, au Japon, à Taiwan...

En revanche, on ne sait pas précisément quel montant chaque pays détient de la dette française, situation qui inquiète des parlementaires de la majorité, qui ont demandé mi-2010 à François Baroin «*de bien vouloir [...] indiquer, année par année depuis 2000, qui sont les créanciers de la France, pour quel montant chacun et à quels taux*». Bercy a répondu en novembre que la législation ne permettait pas de connaître précisément ces montants, qui ne peuvent donc faire l'objet que d'estimations: en mars dernier, des analystes de la banque Natixis estimaient ainsi que, à la fin 2008, la dette publique française était détenue à 2,4% par des investisseurs américains, 4,1% par des japonais, 5,9% par des allemands, 4% par des britanniques...

## Un article de Reuters du 14 janvier :

### Un parlementaire chinois évoque une dette massive "cachée". (15.01)

Des milliards d'euros de dette souscrits par les autorités locales chinoises pour des investissements pourraient ne pas être remboursés alors que ces projets s'approchent de leur terme, a déclaré cette semaine un influent parlementaire chinois.

Dans une interview à Reuters Insider, Yin Zhongqing a dit que les pouvoirs locaux avaient contracté au moins 10.000 milliards de yuan (1.134 milliards d'euros) de dette "cachée", dissimulée en créant des milliers de véhicules d'investissement pour emprunter.

Selon lui, on ne peut encore prédire quels prêts ne seront pas remboursés, car le paiement ne débute que lorsque le programme d'investissement correspondant prend fin.

*"L'important montant de dette contractée par les gouvernements locaux depuis fin 2008 pour faire face aux conséquences de la crise financière mondiale va devenir un lourd fardeau pour notre développement économique à l'avenir", a déclaré Yin, membre de la commission des Affaires économiques et financières du parlement chinois.*

Il a souligné le fort risque de défaut au niveau des gouvernements des comtés, qui disposent selon lui de peu de ressources financières.

*"Soixante-dix pour cent des prêts liés à ces plates-formes d'investissement et de financement en 2009 et 2010 ont été générés au niveau des comtés, dont les gouvernements n'ont que peu de ressources, certains ne pouvant même pas payer leurs employés", a-t-il dit.*

*"Les créances accumulées par ces plates-formes, même avec les garanties financières du gouvernement, ne pourront simplement pas être remboursées. En d'autres termes, lorsqu'ils ont emprunté de l'argent, les gouvernements locaux ne prévoyaient pas de le rembourser."*

La loi interdit aux autorités locales chinoises d'emprunter directement des fonds. Pour financer leurs ambitieux projets de développement urbain, elles ont mis en place des véhicules d'investissement pour recevoir des prêts bancaires, adossés à des actifs - généralement, des terrains - ou à une garantie publique implicite.

Ces dettes n'apparaissent donc pas dans les chiffres nationaux de la dette publique. Mais à terme, Yin estime qu'il faudra que ces créances soient considérées comme perdues par les banques chinoises et Pékin.

*"Les problèmes de dette des gouvernements locaux vont se faire jour en 2011", prévoit le parlementaire.*

Les autorités de régulation du secteur bancaire chinoises ont estimé l'an dernier que les autorités locales avaient contracté 7.660 milliards de yuans (869 milliards d'euros) de créances à fin juin 2010, dont une part (26%) semble vouée à ne jamais être remboursée.

Mais le régulateur a ajouté que les risques de défaut étaient sous contrôle, affirmant que la majorité des prêts pourraient être payés grâce aux revenus tirés des programmes d'investissements, et que les banques avaient passé les provisions adéquates pour se prémunir contre ces créances douteuses.